

IL SEMBLE MAINTENANT ÉVIDENT que l'ordre qui a régné pendant près d'un demi-siècle a disparu. Moins claire, en revanche, est la forme du nouvel ordre qui va le remplacer. Et beaucoup moins claire encore est la philosophie qui fondera cet ordre.

Quelle était donc l'opinion traditionnelle des Canadiens et des Canadiennes après la guerre ? Les Américains et les Russes étaient forts. Le Japon et l'Europe (et le Canada) étaient faibles. Les États-Unis étaient nos amis ; l'URSS était notre ennemie. La politique mondiale était fonction des forces militaires. L'expansionnisme soviétique et la guerre nucléaire constituaient les principales menaces ; l'OTAN était donc indispensable. L'Europe et l'Allemagne étaient divisées et le resteraient encore longtemps. Le tiers-monde était pauvre et faible. L'ONU était nécessaire mais impuissante.

Ainsi donc, on pourrait dire que la politique étrangère canadienne visait essentiellement à conserver l'amitié

des Américains, à tenir les Russes à l'écart, à ne pas baisser la garde du pays (dans la mesure du possible), à garder ses troupes dans l'OTAN, à soutenir l'ONU, à être prêt à assurer le maintien de la paix et à poursuivre l'aide extérieure (mais pas trop). La majorité des Canadiens et Canadiennes souscrivaient aux grandes lignes de cette politique. La question qui se pose maintenant est de savoir s'ils sont toujours d'accord, ou s'il existe une preuve que le nouvel ordre des choses a inspiré une pensée originale.

Avec leur sagesse officielle, les experts et les hauts fonctionnaires estiment que la plupart des gens ne s'intéressent guère aux relations internationales, comprennent relativement mal les événements mondiaux et ne s'en soucient pas. Il est donc possible que la population canadienne ait été en grande partie déconnectée et que son attitude actuelle ne diffère pas beaucoup de celle qu'elle a été pendant des décennies ou, tout au moins, pas encore.

Il est également possible que l'ordre imaginé ait fait place au désordre. Même lorsque l'époque n'est pas si extraordinaire, la plupart des gens trouvent quelque peu déroutant le foisonnement des événements qui surviennent sur la scène mondiale. Mais la série de changements pacifiques intervenus récemment a révélé non seulement que nos politiques étaient dépassées, mais que nos défenses psychologiques s'étaient effondrées. Le mur de Berlin disparaît en une nuit ; la politique soviétique semble changer d'un jour à l'autre ; l'Irak, un pays éloigné, plus petit que le Canada, devient subitement le point de mire du monde entier. On comprend, dans ces conditions, pourquoi l'opinion du public, tout autant peut-être que celle des experts en politique étrangère, est en plein désarroi.

LES SONDAGES D'OPINION EFFECTUÉS CHAQUE ANNÉE PAR L'INSTITUT CANADIEN pour la paix et la sécurité internationales (il en est maintenant à son quatrième) nous fournissent une moisson de données qui permettent de savoir si la logique l'emporte, si c'est la confusion qui règne, ou si le nouveau système actuel présente une certaine cohérence.

Les sondages du début des années 1970 révèlent qu'une grande majorité des Canadiens et Canadiennes considéraient les États-Unis comme le pays le plus puissant du monde sur les plans militaire et économique. Ils sont toujours à peu près autant à penser que les États-Unis sont la puissance militaire la plus forte, mais seulement la moitié de notre population déclare maintenant que c'est le pays le plus fort sur le plan économique.

Par contraste, une personne sur six (15 p. 100) désignait alors le Japon comme étant la puissance économique prépondérante, mais une majorité de

LE SONDAGE D'OPINION RÉALISÉ PAR L'INSTITUT

EN 1990

CHANGER SON FUSIL D'ÉPAULE

*L'opinion canadienne
dans l'«après-après-guerre».*

PAR DON MUNTON

1970, mais il est possible qu'il ait quelque peu souffert de l'engagement des Américains dans la guerre du Golfe.

Quant au pourcentage de ceux ayant très grande confiance, ou grande confiance, en l'URSS, il s'est élevé constamment. Alors qu'il n'était que de 28 p. 100 en 1987, il est passé à 42 p. 100 en 1988, à 52 p. 100 en 1989 et à 62 p. 100 en 1990. Il s'agit presque certainement du taux de confiance le plus élevé jamais manifesté à l'égard de la politique internationale de l'URSS, quoiqu'il ne soit pas entièrement sans précédent. Même si, ces dernières années, Mikhaïl Gorbatchev et ses réformes ont sans aucun doute beaucoup contribué à améliorer la façon dont l'Union soviétique est perçue à l'Ouest, ce n'est qu'au cours des dix-huit derniers mois que les Canadiens et Canadiennes se sont faits de l'URSS une meilleure idée que celle qu'ils avaient au début des années 1970, quand Washington et Moscou avaient signé le premier Traité sur la limitation des armes stratégiques.

Aucun des grands pays, y compris l'URSS, n'est considéré par plus d'un Canadien sur quatre comme une menace militaire. Alors qu'il y a cinq ans, 40 p. 100 des Canadiens déclaraient que l'URSS était une puissance expansionniste menaçant la sécurité occidentale, ils ne sont plus que 5 p. 100 à penser ainsi actuellement.

Deux pays, en revanche, représentent aux yeux des Canadiens une grave menace du point de vue économique. L'un est les États-Unis, qui est cité par pas moins de deux personnes sur trois (68 p. 100), et l'autre, le Japon, qui est mentionné par presque autant de personnes (65 p. 100). L'Allemagne unifiée n'est pas citée comme une menace économique par autant de personnes, mais elle l'est plus que n'importe quel autre État (43 p. 100). Que les États-Unis menacent l'économie du Canada peut sembler illogique, vu les taux de confiance élevés notés plus haut, mais il n'en est rien. Les Canadiens, ou, du moins, la moitié environ de ceux qui ne perçoivent pas les États-Unis d'une façon constamment négative ou positive, ont apparemment confiance en l'aptitude des Américains à s'occuper des problèmes mondiaux, mais ils éprouvent en même temps une certaine appréhension face aux relations économiques entre les deux pays.

LA POSSIBILITÉ D'UNE GUERRE NUCLÉAIRE SUSCITE MOINS D'INQUIÉTUDE. EN 1987, avant la signature du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) et le réchauffement des relations américano-soviétiques, un Canadien sur deux (55 p. 100) estimait que le danger de guerre nucléaire était élevé. Il n'y en a plus maintenant qu'un sur trois (33 p. 100).

D'un autre côté, un nombre relativement élevé de personnes estiment qu'il existe un risque de guerre mondiale ; elles sont, en effet, aussi nombreuses qu'au début des années 1960. Quatre répondants au présent sondage sur dix (41 p. 100) estimaient, dans le mois suivant l'invasion du Koweït par

personnes (50 p. 100) est maintenant de cet avis. La Communauté européenne vient loin derrière en troisième place (11 p. 100). Il est révélateur de constater que la plupart des Canadiens et Canadiennes estiment que les facteurs économiques sont plus importants que les facteurs militaires dans l'exercice du pouvoir national.

Les enquêtes effectuées par l'Institut à partir de 1987 montrent que les sentiments ressentis à l'égard des États-Unis et de l'Union soviétique sont devenus plus chaleureux. La proportion des personnes ayant très confiance, ou grande confiance, dans la capacité des États-Unis de régler judicieusement les problèmes mondiaux est passée de 37 p. 100 en 1987 à 47 p. 100 en 1988, puis à 67 p. 100 en 1989 ; elle représente actuellement 75 p. 100 des Canadiens ou moins. Le taux de confiance accordée par ces derniers à leur voisin du Sud était ainsi plus élevé en automne 1990 qu'à n'importe quel moment depuis le début des années

Le sondage d'opinion de 1990, comme ceux qui ont eu lieu de 1987 à 1989, a été préparé par Don Munton et le personnel de l'Institut, et financé par ce dernier. Il a été réalisé en septembre et en octobre 1990. Au total, 1 275 personnes ont répondu au questionnaire, soit un taux de réponse de 62 p. 100. Avec des échantillons de cette taille, la marge d'erreur est, 95 fois sur 100, d'environ 3 p. 100 dans un sens ou dans l'autre.